

SOUS LE SIGNE DE L'ACTION DIRECTE: LE DRAME DU BORINAGE, EXPÉRIENCE RÉVÉLATRICE...

Le drame du Borinage, qui se développe cependant que nous écrivions cet article, aura peut-être atteint son dénouement lorsque paraîtra le M. L.

Mais les questions qu'il pose ne peuvent se localiser dans l'espace et dans le temps. L'explosion a fait tomber la façade derrière laquelle à tous les étages on procède à des expériences ou on élaboré des systèmes.

Explosion à la fois prévisible et imprévue, effet spontané et brusque d'une cause longuement mûrie.

En janvier 1959, on apprend que la *Communauté européenne charbon-acier*, a été secouée en 1958 par une redoutable crise charbonnière qu'elle prévoyait, mais n'a pu prévenir. Les stocks ont atteint cinquante millions de tonnes. Et cependant les importations (surtout américaines) (1) - achats décidés pendant l'expansion, réalisés pendant la récession - se sont élevées à 31 millions de tonnes en 1958. Pour toute l'année, le chômage représente par mineur sept jours dans la Ruhr, vingt et un dans le Borinage.

Le gouvernement belge publie le 9 février son plan de «reconversion» du Borinage, impliquant la fermeture d'une dizaine de puits déficitaires et envisageant le reclassement des mineurs débauchés. Cependant on avait accordé aux compagnies minières des subventions de l'ordre de 60 milliards de francs pour moderniser des installations qui comptent parmi les plus vieilles d'Europe. Crédits employés surtout à faire baisser les prix sur le marché. D'ailleurs des puits transformés étaient menacés les premiers. Les possibilités de reclassement semblent chimériques. Et les travailleurs italiens que l'on avait appelés, dont on avait encouragé l'implantation familiale, se sentent particulièrement visés par le chômage et la répression.

Il semble bien que les chefs syndicaux aient été surpris par la brusquerie de la riposte ouvrière. Le jeudi 12 février, de réunions organisées à Jemmapes, sortait un mot d'ordre de grève pour le 23 février. Mais le vendredi 13, à Mons, le mouvement d'action commune (syndicats, parti socialiste, coopératives et mutualistes) enregistrait la révolte ouvrière, la panique d'une population qui pressent «*la mort économique de l'arrondissement*» et décide un arrêt total le lundi 16 février.

Dès le vendredi soir, 7.000 ouvriers en grève renversaient des wagons sur les routes, Le samedi une barricade élevée avec des tambours de cablerie de 3 mètres de haut se dressait à Frameries.

Le lundi 16, la journée commencée avec 20.000 grévistes, marquée par de violentes bagarres et la fermeture des magasins, se clôturait par la menace d'une marche sur Bruxelles. C'est tout aussi spontanément que s'affirme la solidarité ouvrière, avec une ampleur extraordinaire.

Le 19 février, tous les mineurs se joignent au mouvement et l'on compte 137.000 grévistes, dans tout le pays noir. Dans le Borinage, la métallurgie, les services publics, l'enseignement et le commerce suspendent toute activité

(1) Le charbon américain, malgré les frais du transport, bénéficie dans la Ruhr d'un prix de vente inférieur à celui du charbon indigène.

Faut-il cependant s'étonner d'une telle atmosphère dans un pays réputé pour ses massives organisations, aux mouvements lents, où les rebelles ne pénètrent guère?

C'est ici la plus vieille terre industrielle et commerçante, la patrie d'élection du premier capitalisme financier, la nation qui compte en Europe le plus faible pourcentage agricole, où la population est la plus dense, un petit peuple au grand commerce de dimensions impériales...

Une fois de plus, l'Histoire éclaire ce que la chronique obscurcit. Si le réformisme - d'ailleurs relativement efficient -, le bureaucratisme et la suzeraineté politique du Parti Ouvrier caractérisent le syndicalisme belge, les mineurs du Borinage portent dans leur patrimoine impondérable des traditions de grèves explosives et violentes. Ainsi, en 1830, l'année de l'indépendance nationale, en 1848, en 1886 pour l'obtention des droits politiques. En 1932, lorsque la crise mondiale déterminait la volonté patronale de baisse des salaires, du 1er juin au 15 juillet, les mineurs du Borinage, malgré les chefs de la Centrale syndicale et du POB, déclenchent une action qui se généralise et qui, quoique «sauvage», réduit les prétentions patronales. C'est encore en 1936 le Borinage qui prolonge en Belgique les magnifiques journées françaises de juin. En 1932, l'action avait été menée dans la région de Charleroi par les *Chevaliers du Travail*, cette phalange d'opposants dont le titre évoquait les pionniers syndicalistes d'Amérique et de France.

Ces glorieuses légendes illuminent les tristes horizons de ce pays noir, dont presque toute l'activité économique se centre autour des puits charbonniers, cependant que l'on entend sur la plaine «longue infiniment», de la veille Flandre, chanter dans le vent «les campagnes hallucinées» et les villes tentaculaires» du grand poète Verhaeren.

Il est vrai que la politique s'empare de cette âpre bataille, que les clientèles électorales du Borinage et de la Campine se mêlent ou s'affrontent là sous le drapeau du P.O.B., ici sous celui des Chrétiens sociaux.

Il est vrai que gouvernants d'aujourd'hui et d'hier se renvoient les reproches d'imprévoyance, que certains préparent une nationalisation qui aboutirait peut-être à une «socialisation des déficits» (9) cependant que le patronat s'efforce, par sa stratégie machiavélique, de reconstituer l'armée de réserve des chômeurs.

C'est sur un autre plan que nous nous plaçons. L'action directe se présente encore comme «la révélatrice» de vérités plus hautes. Dans la bataille, la solidarité ouvrière s'affirme, alors que la bureaucratie syndicale se montre incapable de concevoir, de vouloir et de réaliser une politique ouvrière européenne et internationale, dans le cadre des ensembles économiques qui se constituent par-delà les frontières des Etats.

On ne discute pas les nécessités techniques d'une adaptation du Borinage, de toute l'industrie charbonnière à l'évolution du problème du combustible et de l'énergie. Mais le respect des nécessités humaines, des valeurs humaines s'impose préalablement et c'est aux «Unions de syndicats», représentation directe de la classe ouvrière, qu'incombe la mission de sauvegarder les droits et la dignité de tout travailleur.

Si l'Homme est méprisé; alors le syndicalisme peut s'honorer du titre de «briseur de machines». Ainsi que le disait en 1955 le professeur D. Faucher, doyen honoraire de la Faculté des Lettres de Toulouse: «*Si l'ouvrier d'usine soumis à la révolution technique proteste, c'est sans doute par opposition au rendement qui l'écrase ou au chômage qui le menace. C'est peut-être aussi parce qu'il sent confusément que sa personnalité est en péril et qu'il tend à ne devenir que le rouage d'une mécanique implacable*».

Roger HAGNAUER.

(2) Il est sans doute de stricte équité de prononcer la déchéance des compagnies minières. Les organisations ouvrières réclament une enquête sur l'utilisation par les patrons des crédits gouvernementaux.